

# **Déclaration de la 4<sup>e</sup> édition de Enlazando Alternativas (EA4) sur la situation actuelle en Haïti**

mardi 25 mai 2010, par [Enlazando Alternativas](#) (Date de rédaction antérieure : 16 mai 2010).

**Dans le cadre de l'Assemblée des Mouvements sociaux qui s'est réunie à Madrid le 16 mai 2010 dans le cadre du Sommet des Peuples : Enlazando Alternativas 4 (EA4), la déclaration suivante a été adoptée par acclamation sur la situation d'Haïti. Cette déclaration a été présentée par Camille Chalmers, Directeur Exécutif de la PAPDA.**

**Depuis plusieurs années à l'occasion de la rencontre des Chefs de l'État des pays de l'Union Européenne et de l'Amérique Latine, les mouvements sociaux et les représentants des organisations de multiples secteurs de la société civile des 2 continents organisent un sommet alternatif. Les dernières éditions ont eu lieu à Lima (2006), Vienne (2008). Lors de ces sommets alternatifs a également lieu un Tribunal Permanent des Peuples (TPP) qui cette année s'est concentrée sur les crimes et les destructions causées par les Entreprises multinationales européennes au détriment des intérêts des Peuples de l'Amérique Latine.**

---

## **Déclaration de la 4<sup>e</sup> édition de Enlazando Alternativas (EA4) sur la situation actuelle en Haïti adoptée par l'Assemblée Générale des Mouvements sociaux le 16 Mai 2010 à Madrid**

Le tremblement de terre du 12 janvier 2010 en Haïti ouvre une nouvelle période de crise dans ce pays durement affecté par une longue crise structurelle, résultat de plus de 500 ans de domination coloniale et néocoloniale et par la mise en application de 30 années de politiques néolibérales.

Enlazando Alternativas 4 (EA4) salue le courage et la résistance du peuple haïtien qui chaque jour, depuis cette catastrophe, nous donne une leçon exemplaire de solidarité, d'entraide et d'auto-organisation.

Plus de quatre mois après ce terrible séisme, la situation de la population haïtienne est loin de s'être améliorée. Les droits des victimes sont constamment bafoués tandis que la "communauté internationale" s'illustre dans des shows médiatiques, à l'image de la conférence tenue par les bailleurs de fond qui a eu lieu à New York le 31 mars 2010.

EA4 dénonce l'utilisation de l'alibi humanitaire aux seules fins de défendre les intérêts géopolitiques, économiques et militaires étasuniens avec la complicité de l'UE. Cette politique ne vise qu'à promouvoir les intérêts des entreprises multinationales qui veulent transformer Haïti en une zone franche unique, exploitant pleinement sa main d'œuvre bon marché et ses ressources naturelles. La mise en place de la Commission Intérimaire pour la Reconstruction d'Haïti (CIRH)

décidée lors de la réunion de New York organise la mise sous tutelle de la population haïtienne et de ses représentants créant ainsi un précédent inadmissible.

EA4 apporte tout son soutien aux mouvements sociaux et aux organisations paysannes haïtiennes dans leur volonté de mettre en place une réponse alternative à la crise actuelle qui soit conforme aux besoins fondamentaux du Peuple haïtien qui doit être l'acteur central dans la définition des options qui déterminent son avenir.

L'EA4 exige :

- le respect de la souveraineté nationale, politique et économique du pays.
- un moratoire de trois à cinq ans sur les accords économiques internationaux signés par Haïti
- la fin des conditionnalités traditionnellement imposées par les Institutions financières internationales.
- le remplacement de l'usage de la force militaire comme solution à la crise par une coopération respectueuse de la souveraineté et de la dignité du Peuple haïtien
- l'annulation immédiate, totale, inconditionnelle et réelle de la dette externe - illégitime et illégale - réclamée à Haïti et la mise en place de processus de réparations.
- De l'UE et des gouvernements de ces Etats la régularisation de tous les sans papiers et le respect des droits de tous les immigrés haïtiens dans un geste de réelle solidarité.

Madrid, 16 mai 2010

---